

ménages et stimulant les ventes à la consommation; l'investissement augmentera, permettant ainsi aux entreprises de tirer parti d'un accès plus sûr à l'immense marché américain; à son tour, cette évolution engendrera une croissance économique plus vigoureuse et davantage de nouveaux emplois.

Sur l'horizon de planification financière à moyen terme du gouvernement, quelque 120,000 nouveaux emplois nets seront créés d'ici 1993, cinq ans seulement après l'instauration progressive de l'accord, selon les estimations. Et les gains d'emploi s'accroîtront lorsque l'accord aura été entièrement mis en application, ainsi que l'indiquent d'autres études. En outre, en assurant un accès plus sûr au marché américain, l'accord aidera à conserver les emplois existants: des scénarios hypothétiques indiquent que 75,000 emplois ou plus pourraient être perdus d'ici le milieu des années 90 dans l'éventualité de protectionnisme accru aux États-Unis sans un accès plus sûr à ce marché.

L'économie éprouvera peu de difficulté à effectuer les rajustements requis au cours des 10 années d'instauration de l'accord pour lui permettre de bénéficier du libre-échange. L'économie a fait preuve de souplesse et d'adaptabilité considérables au cours de situations semblables par le passé. Elle est présentement en situation avantageuse pour tirer parti des nouvelles possibilités et s'adapter rapidement, et d'importants programmes sont en place pour aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter au contexte du libre-échange. En outre, les besoins d'adaptation seront peu importants: le libre-échange amènera quelque 25,000 travailleurs par an, en moyenne, à changer d'emploi durant la transition -- une fraction infime des quatre millions et plus de travailleurs qui changent normalement d'emploi chaque année au Canada.